

Séance du Grand Conseil

Mardi 21 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

*Attention les points 25 à 34 seront traités dès 14 heures*

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	<p>Communications</p> <p>Soutenu par au moins vingt députés, M. le député Nicolas Rochat demande l'introduction, dans l'ordre du jour, d'une intervention personnelle au nom des groupes socialiste, Les Verts et A gauche toute!, conformément à l'art. 84 al. 3 LGC. M. le Président décide de donner la parole au député après le point 26 de l'ordre du jour. L'intervention, d'une durée maximale de trois minutes, ne donne pas lieu à un débat. M. le Président salue à la tribune du public les autorités de la commune de Rovray.</p>			
	2.	<p>Dépôts</p> <p>Interpellations: Jean-Michel Dolivo et consorts; Jacques Nicolet; Anne Décosterd; Catherine Labouchère et consorts; Pierre Zwahlen; Jean-Marie Surer et consorts; Jérôme Christen. Motion: Alessandra Silauri et consorts. Postulats: Mireille Aubert et consorts; Fabienne Freymond Cantone et consorts.</p>			
RENV-CE	3.	(11_INT_604) Interpellation Régis Courdesse concernant la mise en oeuvre de la rétribution à prix coûtant (RPC) vaudoise (Développement)			
RENV-CE	4.	(11_INT_603) Interpellation Jacques-André Haury concernant la responsabilité civile des infirmières et infirmiers engagés au triage des urgences au CHUV (Développement)			

## Séance du Grand Conseil

Mardi 21 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification  
 OA+M = objet adopté avec modification  
 RET = objet retiré  
 REF = objet refusé  
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière  
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps  
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information  
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat  
 RENV-COM = objet renvoyé en commission  
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA	5.	(417) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur la police cantonale du 17.11.1975 et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Pierre Zwahlen et consorts pour la poursuite de l'investigation secrète contre les pédophiles (10_MOT_122)(2ème débat)  (2ème débat): Projet de loi modifiant la loi sur la police cantonale: art. 21a accepté sans discussion. Art. 21b: amdt Buffat est refusé par 71 non, 63 oui et aucune abstention. A l'appel nominal, le précédent vote est confirmé par 71 non, 65 oui et aucune abstention. Art. 21b accepté par 74 oui, 41 non et 14 abstentions. Fin du 2ème débat. En vote final, le projet de loi est adopté par 82 oui, 14 non et 32 abstentions. Les conclusions de la commission sur le rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Pierre Zwahlen sont acceptées (acceptation du rapport).	DSE.	Buffat M. (Majorité), Zwahlen P. (Minorité)	
OA	6.	(424) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Pierre-Alain Favrod et consorts demandant s'il n'est pas temps de se rappeler que le loup est un prédateur  Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées à l'unanimité (acceptation du rapport).	DSE.	Aellen C.	
RENV-CE	7.	(11_MOT_136) Motion Sandrine Bavaud et consorts demandant au Conseil d'Etat de légiférer afin d'interdire les publicités idéalisant ou dégradant les femmes sur l'espace public  Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées par 82 oui, 30 non et 11 abstentions (prise en considération totale de la motion et renvoi au Conseil d'Etat).	DSE	Christen J.	
RENV-CE	8.	(11_MOT_137) Motion Michèle Gay Vallotton et consorts visant à garantir l'égalité salariale entre hommes et femmes par le biais d'une commission tripartite  Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées à la majorité, avec quelques abstentions (prise en considération totale de la motion et renvoi au Conseil d'Etat).	DSE	Christen J.	

## Séance du Grand Conseil

Mardi 21 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification  
 OA+M = objet adopté avec modification  
 RET = objet retiré  
 REF = objet refusé  
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière  
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps  
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information  
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat  
 RENV-COM = objet renvoyé en commission  
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-CE	9.	(11_POS_250) Postulat Cesla Amarelle et consorts demandant une intensification de la mise en oeuvre du Plan pour l'égalité adopté par le Conseil d'Etat en 2004  Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées à la majorité, avec trois abstentions (prise en considération totale du postulat et renvoi au Conseil d'Etat).	DSE, DFIRE	Christen J.	
TRAITE	10.	(11_INT_539) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Favez - Quand la naïveté, la cupidité, voire la tentative de soustraction fiscale coûte à l'Etat, de quelle marge de manoeuvre celui-ci dispose-t-il pour faire endosser ces frais au principal intéressé plutôt qu'au contribuable?	DSE.		
RENV-SD	11.	(10_MOT_121) Motion Jean-Michel Favez et consorts demandant que la loi sur le marchepied le long des lacs et sur les plans riverains (LML) soit modifiée afin de faciliter la réalisation des objectifs du Plan directeur des rives vaudoises du lac Léman	DSE, DEC	Nicolet J. (Majorité), Venizelos V. (Minorité)	06/03/2012
RENV-T	12.	(10_MOT_123) Motion Fabienne Freymond Cantone et consorts demandant une définition plus restrictive des constructions considérées comme constructions légères sur le domaine public du lac	DSE, DEC	Nicolet J. (Majorité), Venizelos V. (Minorité)	06/03/2012
RENV-T	13.	(11_INT_505) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero et consorts - Quelle politique le Conseil d'Etat entend-il demander à ses délégué-e-s au sein des entreprises électriques ?	DSE.		06/03/2012
RENV-T	14.	(11_INT_506) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero et consorts - Financement des partis politiques par les compagnies électriques : les électrons auraient-ils une couleur politique ?	DSE.		06/03/2012
RENV-T	15.	(11_INT_544) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Véronique Hurni - A chaque jour sa petite dose de Bisphénol A (BPA)	DSE.		06/03/2012
RENV-T	16.	(11_INT_545) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Debluë - Les capacités d'utilisation du bois suisse sont-elles suffisamment exploitées dans notre canton ?	DSE		06/03/2012

## Séance du Grand Conseil

Mardi 21 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification  
 OA+M = objet adopté avec modification  
 RET = objet retiré  
 REF = objet refusé  
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière  
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps  
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information  
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat  
 RENV-COM = objet renvoyé en commission  
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	17.	(11_INI_042) Initiative Cesla Amarelle et consorts demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin d'obtenir une modification de la LHID relative à la déduction fiscale de la contribution d'entretien à enfant majeur (article 9, al. 2, lettre c LHID)	DFIRE	Rau M.	06/03/2012
RENV-T	18.	(11_MOT_134) Motion Jean Christophe Schwaab et consorts - Favoriser la révélation des faits répréhensibles, mieux protéger les lanceurs d'alertes (whistleblowers)	DFIRE	Courdesse R.	06/03/2012
RENV-T	19.	(400) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat François Cherix et consorts concernant la définition d'une stratégie vaudoise en matière de politique européenne	DFIRE.	Wehrli L.	06/03/2012
RENV-T	20.	(10_INI_036) Initiative législative constitutionnelle Pierre-Yves Rapaz et consorts demandant une modification de la Constitution du Canton de Vaud à son article 166 et visant la suppression de la Cour des comptes	DFIRE	Mattenberger N.	06/03/2012
RENV-T	21.	(10_INI_037) Initiative constitutionnelle Frédéric Borloz au nom du groupe radical demandant une modification des principes relatifs au contrôle externe des politiques publiques inscrits à l'article 166 de la Constitution du Canton de Vaud	DFIRE	Mattenberger N.	06/03/2012
RENV-T	22.	(10_MOT_109) Motion Cesla Amarelle et consorts demandant une réforme de la Cour des comptes aux fins d'en améliorer son efficacité	DFIRE	Mattenberger N.	06/03/2012
RENV-T	23.	(10_POS_192) Postulat Philippe Martinet au nom du groupe des Verts pour consolider l'ancrage de la Cour des Comptes dans le système de contrôles de l'action publique	DFIRE	Mattenberger N.	06/03/2012
RENV-T	24.	(10_POS_201) Postulat Maximilien Bernhard et consorts au nom du groupe AdC demandant au Conseil d'Etat de transformer la Cour des comptes en une instance inter-cantonale	DFIRE	Mattenberger N.	06/03/2012
TRAITE	25.	(GC 191) Rapport de la Commission de gestion sur les problèmes rencontrés le 23 octobre 2011 lors du dépouillement des élections fédérales - observations  Le rapport de la commission de gestion (notamment sous forme d'observations destinées au Conseil d'Etat) est traité.		Depoisier A.M.	

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification  
 OA+M = objet adopté avec modification  
 RET = objet retiré  
 REF = objet refusé  
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière  
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps  
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information  
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat  
 RENV-COM = objet renvoyé en commission  
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
TRAITE	26.	(11_INT_554) Réponse du Conseil d'Etat à l'Interpellation Jacques Ansermet au nom de la Commission thématique des systèmes d'information - La Direction des systèmes d'information (DSI) est-elle en mesure de gérer les programmes informatiques qui lui sont confiés ?	DINF.		
OA+M	27.	<p>(386) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative populaire "Assistance au suicide en EMS" et Projet de loi portant sur la validité de l'initiative populaire "Assistance au suicide en EMS" et modifiant la loi du 29 mai 1985 sur la santé publique (LSP) par ladite initiative et Projet de décret constatant la validité de l'initiative "Assistance au suicide en EMS" et ordonnant la convocation des Electeurs aux fins de se prononcer sur cette initiative et sur le contre-projet du Grand Conseil(2ème débat)</p> <p>(2ème débat): Projet de décret sur la validité de l'initiative populaire "Assistance au suicide en EMS" et ordonnant la convocation des électeurs pour se prononcer sur ladite initiative et sur le contre-projet du Grand Conseil (loi modifiant la loi sur la santé publique). Art. 1 accepté sans discussion à l'unanimité. Art. 2, lettre b (art. 27d nouveau): amdt Haury-Maillard à l'al. 1, lettre a, est accepté par 109 oui, 1 non et 3 abstentions. Amdt Mossi à l'al. 1, lettre b, est refusé par 91 non, 8 oui et 4 abstentions. Amdt Haury à l'al. 2 (ajout d'une phrase) est refusé par 78 non, 16 oui et 16 abstentions. Art. 2, lettre b amendé (art. 27 d nouveau amendé) accepté par 98 oui, aucun non et 6 abstentions. Art. 3 accepté. Art. 3bis (nouveau) accepté. Art. 4 et 5 acceptés. Fin du 2ème débat. Un 3ème débat sur l'art. 2, lettre b devra intervenir ultérieurement.</p> <p>Une demande de 3ème débat immédiat est présentée et est acceptée par 99 oui, 7 non et 5 abstentions (majorité des trois quarts requise).</p> <p>(3ème débat): art. 2, lettre b (art. 27d nouveau): la version adoptée en 2ème débat, avec l'amdt Haury ci-avant (oui), est opposée à la version du 1er débat (non). La version du 2ème débat est préférée par 107 oui, 1 non et 2 abstentions. En vote final, le projet de décret est adopté par 103 oui, 5 non et 17 abstentions.</p>	DSAS.	Roulet C. (Majorité), Bernhard M. (Minorité)	

## Séance du Grand Conseil

Mardi 21 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-CE	28.	(11_POS_233) Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts - Quatrième révision de la LACI, une mesure urgente en faveur des chômeurs et chômeuses âgé-e-s: élever la limite de fortune en fonction de l'âge pour pouvoir bénéficier des prestations du revenu d'insertion.  Les conclusions du rapport de la majorité de la commission sont adoptées par 61 oui, 52 non et 2 abstentions (prise en considération totale du postulat et renvoi au Conseil d'Etat). A l'appel nominal, le précédent vote est confirmé par 64 oui, 51 non et 2 abstentions.	DSAS, DEC	Chatelain A. (Majorité), Sordet J.M. (Minorité)	
REF	29.	(297) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Maximilien Bernhard et consorts pour que la prise de données biométriques se fasse dans les préfectures  Les conclusions du rapport de la majorité de la commission sont refusées par 55 non, 31 oui et 10 abstentions (refus du rapport du Conseil d'Etat). A l'appel nominal, le précédent vote est confirmé par 47 non, 42 oui et 9 abstentions. Le rapport du Conseil d'Etat est donc refusé.	DEC	Poncet G. (Majorité), Truffer J.J. (Minorité)	
REF	30.	(297_compl) Rapport complémentaire du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le Postulat Maximilien Bernhard et consorts pour que la prise de données biométriques se fasse dans les préfectures  Les conclusions du rapport de la majorité de la commission sont refusées par 55 non, 31 oui et 10 abstentions (refus du rapport du Conseil d'Etat). A l'appel nominal, le précédent vote est confirmé par 47 non, 42 oui et 9 abstentions. Le rapport du Conseil d'Etat est donc refusé.	DEC	Poncet G. (Majorité), Truffer J.J. (Minorité)	
RENV-T	31.	(401) Exposé des motifs et projet de décret portant sur le dépôt d'une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale l'invitant à modifier l'article 147 de la loi fédérale sur l'agriculture afin d'assurer l'exploitation d'un haras national par la Confédération et Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative législative Alette Rey-Marion et consorts demandant au Conseil d'Etat vaudois d'intervenir auprès des autorités fédérales afin de modifier l'article 147 de la loi fédérale sur l'agriculture (LAg) en précisant que la Confédération "exploite" un haras - en lieu et place de "peut exploiter" - pour promouvoir l'élevage et la filière du cheval (10_INI_035)(1er débat)	DEC.	Cornamusaz P.	06/03/2012

Séance du Grand Conseil

Mardi 21 février 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification  
OA+M = objet adopté avec modification  
RET = objet retiré  
REF = objet refusé  
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière  
TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps  
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information  
RENV-SD = objet renvoyé suite débat  
RENV-COM = objet renvoyé en commission  
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	32.	(11_POS_255) Postulat Christa Calpini - Un jeune bien formé mérite d'être aidé pour trouver son premier emploi	DEC, DFJC	Schilt J.J.	06/03/2012
RENV-T	33.	(11_INT_537) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Pierre-Alain Favrod - La Commission Foncière Rurale fait-elle son travail en toute connaissance de cause ?	DEC.		06/03/2012
RENV-T	34.	(11_INT_542) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Gabriel Poncet - Requérants d'asile à Gland, bis repetita !	DEC.		06/03/2012
RENV-T	35.	(GC 193) Déclaration Nicolas Rochat et consorts au nom des groupe VER, SOC et AGT (exonérations fiscales)	GC		06/03/2012

Le (La) président-e :

Le (La) secrétaire :